

# SANTÉ

## ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS  
ET DE LA SANTÉ

### **Arrêté du 3 janvier 2018 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au service de santé des armées au titre de l'activité déclarée au mois d'octobre 2017**

NOR : SSAH1830001A

Le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre des solidarités et de la santé,  
Vu le code de la santé publique, notamment l'article L.6147-7;  
Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L.162-22-7;  
Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment l'article 33;  
Vu le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 modifié portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé, notamment son article 8;  
Vu le décret n° 2008-1528 du 30 décembre 2008 modifié relatif au financement des dépenses de soins dispensés aux assurés sociaux par le service de santé des armées, notamment son article 2;  
Vu l'arrêté du 21 janvier 2009 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des hôpitaux du service de santé des armées;  
Vu l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'État;  
Vu l'arrêté du 2 avril 2013 fixant la liste prévue à l'article L.6147-7 du code de la santé publique;  
Vu l'arrêté du 19 février 2015 modifié relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile;  
Vu l'arrêté du 26 février 2016 relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse;  
Vu l'arrêté du 13 mars 2017 fixant pour l'année 2017 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale;  
Vu les relevés d'activité transmis, pour le mois d'octobre 2017, le 1<sup>er</sup> décembre 2017, par le service de santé des armées,

Arrêtent:

#### Article 1<sup>er</sup>

Au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2017, la somme à verser par la Caisse nationale militaire de sécurité sociale au service de santé des armées est arrêtée à 26 970 348,42 €, dont 0 € au titre de l'année 2016, soit:

- 24 995 172,66 € au titre de la part tarifée à l'activité, se décomposant comme suit:
  - 21 036 805,39 € au titre des forfaits «groupes homogènes de séjours» (GHS) et de leurs suppléments, dont 0 € au titre de l'année 2016;
  - 0 € au titre des forfaits «prélèvements d'organe» (PO);
  - 2 497,51 € au titre des forfaits «interruptions volontaires de grossesse» (IVG);
  - 338 439,30 € au titre des forfaits «accueil et traitement des urgences» (ATU);
  - 61 450,08 € au titre des forfaits «sécurité et environnement hospitalier» (SE);
  - 3 555 980,38 € au titre des actes et consultations externes (ACE).
- 1 365 353,57 € au titre des spécialités pharmaceutiques mentionnées aux articles L.162-22-7 et L.162-22-7-3 du code de la sécurité sociale, se décomposant comme suit:
  - 1 279 074,62 € au titre des «médicaments séjour»;
  - 83 438,97 € au titre des «médicaments ATU séjour»;
  - 2 839,98 € au titre des «médicaments en externe (médicaments ACE)».

3. 609 822,19 € au titre des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale, dont 0 € au titre de l'année 2016.

Article 2

La somme à verser par les caisses relais de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale est arrêtée à 211 752,40 € au titre de la valorisation de l'activité liée aux patients relevant de l'aide médicale de l'État (AME), dont 0 € au titre de l'année 2016.

Article 3

La somme à verser par les caisses relais de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale est arrêtée à 0 € au titre de la valorisation de l'activité liée aux soins urgents (SU).

Article 4

La somme à verser par les caisses relais de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale est arrêtée à 10 314,56 € au titre de la valorisation de l'activité liée aux soins pour les détenus, dont 0 € au titre de l'année 2016.

Article 5

Le présent arrêté est notifié au ministère des armées et à la Caisse nationale militaire de sécurité sociale, pour exécution.

Article 6

La directrice générale de l'offre de soins et la directrice de la sécurité sociale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* santé, protection sociale, solidarité.

Fait le 3 janvier 2018.

Pour la ministre des solidarités  
et de la santé et par délégation :  
*L'adjointe au sous-directeur  
de la régulation de l'offre de soins,*  
S. BILLET

Pour le ministre de l'action  
et des comptes publics et par délégation :  
*Le sous-directeur du financement  
du système de soins,*  
T. WANECQ